



PRAXIS

LES EXPÉRIENCES
INNOVANTES D'AVSF



agronomes
& vétérinaires

SANS FRONTIÈRES

PAYS
Bolivie

TITRE DU PROJET

PRADEM : Appui à la
démocratie locale et à
la sécurité alimentaire à
Tomina -département de
Chuquisaca Centro

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

Population paysanne de
23 communautés, près de
8400 personnes

PARTENAIRES LOCAUX

Subcentral Campesina,
CORACA, Coopérative
San Mauro, Municipalité de
Tomina, Université de Sucre

PÉRIODE

1987 - 2001

COÛT TOTAL

700 000 euros

PRINCIPAUX BAILLEURS

MAE, UE, CFSI, AESN

Pouvoir paysan et droits fonciers en Bolivie

Renforcer des organisations paysannes pour consolider
la sécurité alimentaire et la démocratie locale dans les
vallées inter-andines sèches de Bolivie
*Evaluation d'impact ex post 12 ans après la fin d'une action
de coopération*

© AVSF - F. Apollin

Le PRADEM, projet d'appui à la démocratie locale et à la sécurité alimentaire à Tomina, a été mis en œuvre par CICDA (devenu aujourd'hui AVSF) dans la province de Sucre, au travers de différentes phases successives au cours d'une période globale de 13 ans (de 1987 à 2001). CICDA signe alors un accord de coopération tripartite avec la Sous centrale paysanne de Tomina (syndicat paysan local de l'époque) et l'Université de Chuquisaca à Sucre. 12 ans après, en avril 2013, dans le cadre de sa politique institutionnelle de suivi-évaluation, AVSF lance une évaluation d'impact ex post sur ce projet. Celle-ci a permis de regarder plus précisément les effets du projet au regard de l'objectif initial fixé : renforcer des organisations paysannes pour consolider la sécurité alimentaire et la démocratie locale.

Des paysans pauvres et dominés dans un environnement surexploité

Quand l'équipe du CICDA¹ arrive en 1987 à Tomina dans le département de Chuquisaca en Bolivie, elle comprend les

attentes des responsables du syndicat agricole² en devenir et d'une coopérative locale : **se former et s'organiser pour recouvrer leurs droits sur la terre des ancêtres et sortir de l'extrême pauvreté**. En effet, seulement 2 % des agriculteurs possèdent un titre de propriété à cette époque ; 80 % des familles disposent, le plus souvent en métayage, de moins de 4 has, pas tous cultivables et les 20 % restantes n'ont pas de terre³. Les grands propriétaires fonciers (patrones) imposent des travaux non rémunérés aux paysans sans terre ou à certains petits agriculteurs. D'autres sont astreints aux migrations saisonnières vers les basses terres en zone tropicale humide pour les récoltes de coton et de canne à sucre. L'autre principale source de conflit est le déboisement pour la production de charbon de bois, engendrant des problèmes sur les ressources en eau et accélérant l'érosion dans cette zone semi-aride (pluviométrie entre 400 à 600 mm) et d'altitude (entre 1 800 et 2 900 m).

² Subcentral campesina affiliée à la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia

³ Le système de production agricole reposait sur des cultures pluviales comme le maïs et la pomme de terre, des cultures irriguées telles que le piment, l'arachide, le maraichage de consommation familiale, et l'élevage extensif de caprins, bovins et ovins, ainsi que quelques porcs et basse-cour d'appoints proche des habitats.

¹ Le Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA) a fusionné avec VSF en 2004 pour créer Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF).

Les villageois du principal bourg de la zone, Tomina, sont essentiellement des *patrones* qui cultivent l'essentiel des terres irrigables de la vallée et les paysans indigènes ne sont tolérés dans le village que le jour du marché hebdomadaire. Le syndicat agricole d'alors est géré par les *patrones*. Autre marqueur fort de cette domination des *patrones* sur les paysans : jusqu'en 1999, ils s'opposent à l'ouverture d'un collège d'enseignement secondaire à Tomina. "CICDA est venu quand personne ne s'intéressait à cette zone défavorisée, rejetée, qui faisait peur"⁴. Autant dire qu'à l'arrivée du CICDA dans la zone, les villageois ont manifesté leur hostilité contre les agents du projet PRADEM considérés comme des agitateurs sociaux...

Une approche systémique et participative, la clé du succès en matière de renforcement de capacités ?

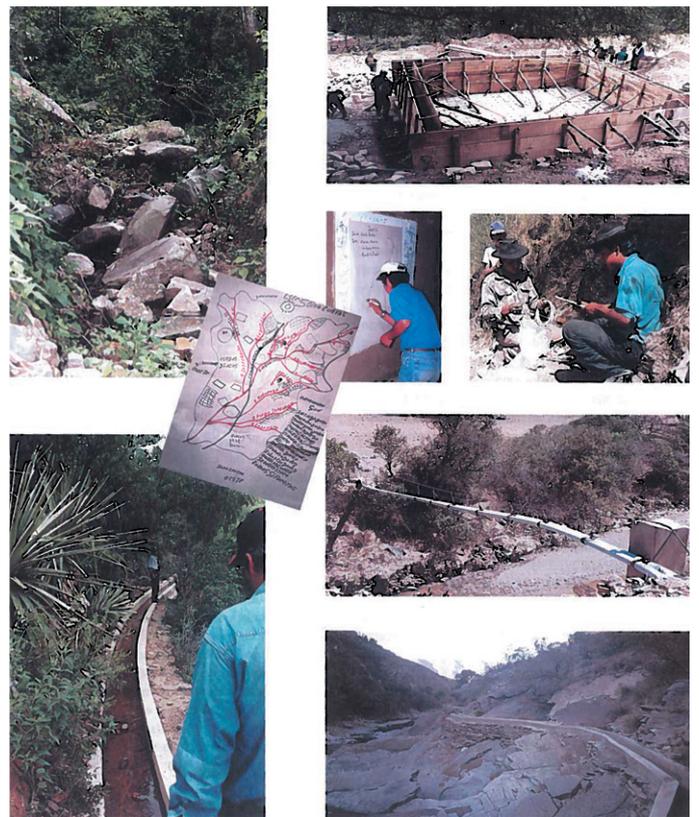
Dès 1988, l'équipe franco-bolivienne du projet s'attache à établir puis à renforcer les relations avec l'organisation paysanne CORACA (Corporation agropastorale paysanne) et la coopérative San Mauro. Au même moment, un **diagnostic participatif** est réalisé afin de mieux connaître la zone, ses habitants, les obstacles au développement. Tout comme la pratique de la langue quechua, la mise en œuvre de réalisations concrètes (moulin à grains, achat d'un terrain pour la coopérative, santé animale, pépinières avec des espèces locales, crédit, etc.) permettent de gagner la confiance des "bénéficiaires" qui deviennent peu à peu des acteurs **du projet d'appui au développement micro régional (PRADEM)** qui se nommera par la suite **projet d'appui à la démocratie locale et à la sécurité alimentaire**⁵.

Rencontrés 25 ans après, lors de l'évaluation de l'impact de ce projet, ces paysans acteurs-bénéficiaires considèrent que le plus important pour eux fut **la formation organisée par CICDA**, bien adaptée à la situation et à leurs besoins grâce au diagnostic systémique initial, et qu'elle leur a permis de s'organiser pour faire valoir leurs droits et améliorer la production agro-sylvo-pastorale⁶. "PRADEM a ouvert le chemin".

Plus encore, le **renforcement du syndicat agricole** et de la **coopérative** grâce à la formation de leurs membres, a conduit à l'élection d'un paysan comme maire en 1995 et à **l'expulsion en 1996 des producteurs de charbon de bois**

sur des terres usurpées. La destruction des fours à charbon de bois constitue depuis lors **un acte fondateur pour la cohésion des communautés et la réappropriation de leurs droits ancestraux sur des terres surexploitées**. Il avait tout de même fallu convaincre les petits paysans, qui allaient perdre leur maigre salaire d'ouvrier des charbonniers, de la nécessité de cette action expéditive puis de la mise en défends des espaces à reboiser.

La formation sur le terrain à partir de réalisations concrètes (ouvrages d'irrigation, pépinières, reboisement avec des espèces locales, diffusion de variétés de pomme de terre, formation au compostage, etc.) a constitué la base d'une gestion participative prise en charge peu à peu par les différentes communautés. Elle aboutit à la mise en place de normes de gestion collectives des ressources naturelles rédigées par les paysans qui remonteront jusqu'au conseil municipal de Tomina, mais également dans les premiers plans de gestion municipal et plans opérationnels. **La pratique du "rendre compte" du résultat des actions décidées**



© AVSF - M. Romana - F. Coat - F. Mendoza

assure ce bon fonctionnement participatif et démocratique et soude les communautés tout comme la création du Comité de vigilance constitué de 3 membres issus des organisations territoriales de base (OTB). Pour empêcher la constitution d'un groupe de leaders dominants, la rotation des responsables entre le syndicat, la coopérative, le

⁴ Les propos des paysans recueillis en 2013 lors de l'évaluation sont cités en italiques.

⁵ Le PRADEM a été financé par CICDA, la Commission européenne, le ministère français des Affaires étrangères, le CFSI, l'agence de l'eau de Seine-Normandie, FONAMA et PROBONA.

⁶ Dans sa publication "El valor del trabajo compartido para el vivir bien", un observateur indépendant, la Croix Rouge Suisse, constate l'impact des formations organisées par le PRADEM.

conseil municipal puis le retour dans la communauté de base, est respectée.

Douze ans après la fin du projet PRADEM et le départ de CICDA en 2001, **toutes ces structures fonctionnent encore** et les communautés continuent d'appliquer leurs propres normes pour les coupes de bois, la gestion des pâturages, les tours d'eau... et à élire leurs représentants aux instances supérieures. Les infrastructures d'irrigation et d'eau potable, les parcelles reboisées et les pâturages clôturés sont bien entretenus.

Une action pérenne et des effets sensibles 12 ans après

L'évaluation des résultats du PRADEM plus d'une décennie après confirme **l'appropriation des innovations techniques et organisationnelles** par les acteurs-bénéficiaires. Grâce à la mobilisation de financements publics nationaux et aux apports de main-d'œuvre non rémunérée par les paysans, les aménagements hydrauliques et le reboisement (280 000 plants d'espèces locales) se poursuivent. Ainsi un architecte, fils de petit paysan de Tomina, a conçu et dirige la construction de barrages permettant d'irriguer des dizaines d'hectares. Les rendements de pomme de terre ont été multipliés



La coopérative San Mauro est devenu le centre de la production et de transformation d'origan pour plusieurs départements de Bolivie en association avec la société canadienne SOCODEVI. Selon un de ses cadres, "Socodevi est venue et a choisi San Mauro parce que la coopérative était déjà bien préparée". Le PRADEM a aussi permis à certains paysans d'acquérir des compétences dans d'autres métiers (maçon, plombier, agent vétérinaire...) qu'ils valorisent en vendant leurs services. D'autres introduisent des innovations (charrues métalliques, irrigation par aspersion, abreuvoirs en matière synthétique...). Toutefois, certaines innovations (élevage de mules, safran, cuisines améliorées...) n'ont pas connu le même succès.

Le niveau nutritionnel et l'état sanitaire des habitants de la commune de Tomina se sont améliorés⁷. Les intéressés considèrent que cela tient à la disposition d'eau potable, à l'augmentation des rendements agricoles, à la diversification des cultures, à l'amélioration de l'élevage caprin et bovin (lait, fromage, viande) grâce à une bonne gestion des ressources fourragères. L'écart entre "riches" et pauvres s'est réduit même si subsistent des familles en difficulté⁸. **Le nombre d'habitants a augmenté depuis 1992 contrairement à un exode marqué dans les communes limitrophes.**

Quels impacts et leçons peut-on retirer du PRADEM ?

Les changements politiques intervenus en Bolivie à partir de 1993 ainsi que différentes lois⁹ ont certainement créé un cadre favorable à la prise en main de leur devenir par les paysans indigènes. Mais les formations dispensées lors du PRADEM expliquent certainement aussi cet avis d'observateurs extérieurs : "on note que ceux de Tomina sont mieux préparés et organisés". CICDA a certainement su **comprendre les racines historiques et culturelles de l'organisation sociale des commu-**

7 Selon les données du Plan régional de développement de Chuquisaca Centro,

8 L'indice de revenus de Tomina passe de 0.295 en 1992 à 0.312 en 2005
9 Ley n°1551/1994 Participación popular, ley n°1654, ley n°2028/1995 Decentralización administrativa, ley Municipalidades 1999.



par 3 ou 4 et les petits paysans regroupés commercialisent eux-mêmes leurs récoltes sans passer par les intermédiaires. Les autres innovations techniques concernent la fumure organique, l'irrigation, la gestion des pâturages, le développement des cultures de légumes et de plantations d'arbres fruitiers. La comparaison avec les communes voisines (Padilla, Tarvita, Azurduy) prouve que la terre cultivable est mieux utilisée et de façon plus intensive à Tomina. La gestion concertée des espaces naturels aujourd'hui sans conflits apparents (préservation de la ressource en eau, mesures de lutte contre l'érosion, tout en permettant le pâturage et les coupes de bois) est aussi certainement le fruit des campagnes de sensibilisation et formation initiées par le projet.

nautés de Tomina et faire en sorte que les acteurs-bénéficiaires les valorisent et les revendiquent. L'impact direct du PRADEM se reflète dans la ténacité de la population pour l'obtention de l'ouverture d'un collège et d'un institut d'enseignement technique, la reconnaissance officielle des titres de propriété foncière individuelle et collective. C'est aussi le développement des activités de la coopérative San Mauro, les constructions de nouvelles maisons dans le village et l'ouverture d'échoppes tenues par des paysans, la diminution des migrations saisonnières et même le manque de main d'œuvre sur place pour certains travaux agricoles.

Les acquis consolidés du PRADEM à Tomina ont eu un **impact indirect sur des communes voisines** qui ont repris les normes pour la conservation des ressources naturelles (Unité forestière municipale à Sopachuy et Villa Serrano, ailleurs par PROBONA et la SuperIntendance forestière). Les ex cadres boliviens du PRADEM utilisent maintenant les méthodologies du projet dans d'autres institutions (PROAGRO, Mancomunidad de municipios de Chuquisaca Centro). La **Faculté des sciences agricoles de Sucre** qui fut un des partenaires du PRADEM dès le début, continue d'organiser des stages d'étudiants sur ce terrain et plusieurs thèses lui ont été consacrées ; elle utilise dans son cursus les méthodes de diagnostic participatif et le concept de développement rural intégré. Le **Plan régional de développement de Chuquisaca Centro 2013-2017** reprend dans ses méthodes et objectifs beaucoup des enseignements tirés du PRADEM (protection et conservation des ressources naturelles, sensibilisation de la population, renforcement des institutions locales traditionnelles, participation des bénéficiaires aux prises de décision, irrigation maîtrisée).

Une analyse fine du milieu avec la participation des "bénéficiaires" qui deviennent ainsi des acteurs est une base indispensable. Prendre en compte les éléments culturels¹⁰ dans la gestion de l'environnement naturel, saisir les rapports de forces dans l'organisation de la société, percevoir les attentes suppose d'avoir gagné la confiance des acteurs-bénéficiaires. Pour ce faire les compétences techniques, la vie sur le terrain et la pratique de la langue sont des atouts. La proposition de réalisations concrètes, innovantes ou non, permet de renforcer cette confiance en se gardant de céder à la multiplication des expérimentations et ouvrages construits sans la maturation et la participation active des partenaires-bénéficiaires.

Ainsi en 1996 le PRADEM s'est remis en cause. Il avait conscience d'être instrumentalisé par les leaders du syndicat et de la mairie pour la réalisation de mini-projets productivistes au risque de s'éloigner de l'objectif d'appui participatif à la démocratie locale et à la sécurité alimentaire. La priorité donnée ensuite à la gestion des ressources naturelles et des systèmes de production par les communautés de base a permis de retrouver cette dimension replaçant les paysans indigènes et leurs savoirs au cœur du dispositif¹¹.

Dans un contexte défavorable aux déshérités, la **formation de ceux-ci à l'exercice de responsabilités et à la gestion de projets** a finalement permis le développement durable de la communauté et l'amélioration de sa sécurité alimentaire.

Rédigé par Jean Louis Sabatié, évaluateur du PRADEM

¹⁰ "Les arbres, l'eau, la nature appartiennent à Dieu et à la Pachamama".

¹¹ L'expérience du PRADEM a été capitalisée dans l'ouvrage : "Caminando con intuiciones y empujones", Florent Desnoyer, Laurence Marandola, Rolando Moscoso, Bourliaud Jean, CICDA/RURAL-TER, 2001, Ediciones Plural, La Paz.



© AVSF - F. Apollin



© AVSF - F. Apollin

Pour en savoir plus :

Barbara Guittard
b.guittard@avsf.org

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Lyon

14 F bis, av. Berthelot - 69007 Lyon
Tél. : 04 78 69 79 59

Nogent-sur-Marne

45 bis av. de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne